

Te dien einde kan de Executieve :

1. de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;
2. de verwijzingen in de te coördineren bepalingen vernummern en in overeenstemming brengen met de nieuwe nummering;
3. de redactie van de te coördineren bepalingen veranderen met het oog op hun overeenstemming en de eenheid van de terminologie, zonder afbreuk te doen aan de beginselen die vervat zijn in deze bepalingen;
4. de titel van de coördinatie of van de coördinaties vaststellen;
5. de inkleding aanpassen van de verwijzingen naar in de coördinatie opgenomen bepalingen door andere bepalingen die daarin niet zijn opgenomen.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 29. De bepalingen van dit decreet treden in werking op de datum vastgesteld door de Executieve en ten laatste één jaar na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekerdigmaakt wordt.

Namen, 27 oktober 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie en de K.M.O.'s,

B. ANSELME

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Gesubsidieerde Werken en het Water voor het Waalse Gewest,

A. COOLS

De Minister voor de Begroting, de Financiën en de Huisvesting voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister voor de Landinrichting, het Natuurbehoud, de Industriegebieden,
de Tewerkstelling en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

E. HISMANS

De Minister voor de Ruimtelijke Ordening, de Nieuwe Technologieën
en de Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister voor de Landbouw, het Leefmilieu en de Energie voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 89 — 1054

16 MARS 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon d'exécution du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988 notamment les articles 94 et 96, § 2;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 25 avril 1983 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de prévoir sans délai les modalités pratiques de la transformation à partir du 1^{er} janvier 1989 des chômeurs mis au travail en contractuels subventionnés afin d'assurer la continuité de l'occupation du personnel nécessaire à la bonne marche des services;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1^o Chapitre II du Titre III de la loi : le Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;
- 2^o Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Emploi dans ses attributions;
- 3^o Le pouvoir public : le pouvoir public visé à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o, du Chapitre II du Titre III de la loi; Y sont assimilés les organismes visés à l'article 93, alinéa 2, a) et b) du Chapitre II du Titre III de la loi;
- 4^o Le Forem : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Art. 2. § 1^{er}. Le pouvoir public, qui désire engager des contractuels subventionnés introduit auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne :

- a) un projet de convention conforme au modèle repris en annexe du présent arrêté;
- b) le cas échéant le protocole de la négociation syndicale.

§ 2. Le service compétent de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne instruit la demande.

§ 3. Le Ministre approuve la convention.

§ 4. Le Ministre signifie la décision concernant l'octroi de prime au pouvoir public et au Forem.

Cette décision mentionne la durée de l'occupation des travailleurs, leur nombre ainsi que le montant de la prime.

En outre, pour les établissements d'enseignement, le Ministre notifie la décision d'octroi de la prime soit à l'Exécutif de la Communauté française, soit à l'Exécutif de la Communauté germanophone.

§ 5. Le pouvoir public introduit une nouvelle demande pour chaque engagement supplémentaire de contractuels subventionnés. La prime n'est allouée qu'après approbation de la demande par le Ministre.

Art. 3. En application de l'article 95, § 1^{er}, dernier alinéa, et § 3, alinéa 2, du Chapitre II du Titre III de la loi, le Ministre fixe le montant de la somme que le Forem verse à la fin de chaque trimestre, pour le trimestre civil écoulé. Le montant de cette somme correspond au montant des primes allouées pour le trimestre afférent (sur base de l'occupation effective).

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la prime est fixé à 203 000 francs par agent contractuel occupé conformément aux dispositions de l'article 94, § 2, a), b) et c), du Chapitre II du Titre III de la loi.

Aucune prime n'est toutefois due pour les agents contractuels engagés en remplacement d'agents autres que contractuels subventionnés, qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de carrière dans les administrations et autres services des ministères.

§ 2. Pour l'engagement d'agents contractuels subventionnés par certains pouvoirs publics déterminés par l'Exécutif régional wallon, le montant de la prime peut être fixé par l'Exécutif régional wallon, à un montant supérieur au montant prévu au § 1^{er}, sans toutefois excéder le montant de la rémunération brute de ces agents contractuels. L'Exécutif régional wallon fixe le contingent de ces agents contractuels, la nature précise de leur missions, la durée de leur occupation et la durée du paiement des primes.

§ 3. Le montant de la prime peut être fixé dans les conditions déterminées par l'Exécutif régional wallon à un montant supérieur au montant prévu au § 1^{er}, en cas d'engagement de certaines catégories de chômeurs de longue durée.

Art. 5. § 1^{er}. Le Ministre suspend le versement de la prime lorsque le pouvoir public ne respecte pas les conditions fixées à l'article 96, § 1^{er}, 1^o, 2^o du Chapitre II du Titre III de la loi.

Cette suspension peut prendre cours à partir du jour où l'infraction a été constatée.

§ 2. Le Ministre suspend le versement de la prime lorsque le pouvoir public ne respecte pas les conditions visées à l'article 94, § 2, a, b, et c et à l'article 96, § 1^{er}, 3^o du Chapitre II du Titre III de la loi.

Cette suspension peut prendre cours à partir du jour où l'infraction a été constatée. La suspension de la prime s'applique exclusivement aux contractuels subventionnés occupés à des activités non autorisées.

§ 3. Le Ministre signifie cette décision de suspension de la prime au pouvoir public et au Forem.

En outre, pour les établissements d'enseignement, le Ministre notifie la décision de suspension à l'Exécutif de la Communauté française ou à l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Art. 6. § 1^{er}. Les services, y compris les périodes qui, suivant le statut des agents de l'Etat, correspondent à une situation dans laquelle un agent de l'Etat conserve ses droits à l'avancement de traitement plus élevé, que le contractuel subventionné a prestés en tant que chômeurs mis au travail, sont valorisés pour un maximum de six ans lors de l'octroi des augmentations barémiques.

Les services prestés pris en considération en application de l'alinéa premier sont calculés par mois calendrier; ceux qui ne couvrent pas un mois complet ne sont pas admis.

Les services prestés par le contractuel subventionné, en tant que travailleur « cadre spécial temporaire » et du « troisième circuit de travail », sont conformément aux règles valables pour le personnel définitif des administrations de l'Etat, pris en considération pour l'octroi des augmentations barémiques.

§ 2. Si le traitement fixé conformément au § 1^{er} est inférieur au traitement dont le membre du personnel jouit au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sur base de son occupation comme chômeur mis au travail ou comme travailleur du « cadre spécial temporaire » ou du « troisième circuit de travail », le contractuel subventionné continue à jouir de ce traitement plus élevé jusqu'à ce que conformément aux règlements péculiaires en vigueur, il obtienne un traitement au moins égal à ce montant.

Art. 7. Les inspecteurs du service compétent de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne surveillent le respect, par le pouvoir public, de l'occupation des contractuels subventionnés dans les conditions prévues par le Chapitre II du Titre III de la loi et du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1989.

Art. 9. Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mars 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie et des P.M.E., et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1989 d'exécution du Chapitre II
du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

Formulaire applicable aux pouvoirs publics assimilés

Modèle de convention relative à l'emploi de contractuels subventionnés
visé à l'article 2, § 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1989

Base légale : Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

Entre :

1. Le pouvoir public ou assimilé demandeur, soussigné de première part, ci-après dénommé :
-
représenté par :
2. le Ministre de la Région wallonne chargé de l'Emploi, soussigné de seconde part.
- Vu le formulaire de demande introduit le
- par

Partie I

Article 1^{er}. Le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé :

§ 1^{er}. certifie qu'il applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

§ 2. garantit d'occuper, pendant la durée de validité de la présente convention, le nombre de stagiaires imposé par la réglementation relative au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

§ 3. garantit que l'exercice des activités des contractuels subventionnés qu'il a engagés, est exclusivement limité aux activités qui, à la fois :

- a) sont d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;
- b) ne poursuivent aucun but lucratif;
- c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Art. 2. Le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé s'engage à contracter, pour les contractuels subventionnés qu'il occupe, une assurance contre les accidents de travail soit auprès d'une assurance à primes fixes agréées, soit auprès d'une caisse commune d'assurance agréée. Cette assurance couvre tous les risques définis à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1967 sur les accidents de travail.

Art. 3. Le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé s'engage à faire connaître immédiatement au service compétent du Ministère de la Région wallonne ou au Forem tout changement de nature à modifier les engagements souscrits tels qu'ils sont visés aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus.

Partie II

Art. 4. Le Ministre de la Région wallonne chargé de l'Emploi s'engage à octroyer la prime visée à l'article 94 du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 à condition que le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé respecte les engagements visés à l'article 1^{er} de la présente convention.

Art. 5. Le montant annuel de la prime est fixé à francs par contractuel subventionné équivalent temps plein.

Art. 6. La prime visée à l'article 5 de la présente convention est octroyée pour un nombre de contractuels subventionnés fixé à la date du 1^{er} janvier 1989 à répartir comme suit :

- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps plein;
- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel;
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps plein;
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps partiel.

Partie III

Art. 7. La liquidation de la prime sera suspendue si le pouvoir public ou assimilé contrevient à la situation visée à l'article 1^{er}, § 1^{er} ou § 2. Elle sera également suspendue si le pouvoir public ou assimilé contrevient à la situation visée à l'article 1^{er}, § 3 mais cette suspension n'affectera que la prime octroyée pour les seuls contractuels subventionnés employés à des tâches non autorisées.

Art. 8. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée prenant cours le .

Fait en deux exemplaires à .

Le .

Le soussigné de première part
Le pouvoir public ou assimilé
dénommé (1) (2)

Le soussigné de seconde part
Le Ministre de la Région
wallonne chargé de l'Emploi

(1) Indiquer la dénomination précise du pouvoir public ou assimilé tel qu'il est identifié comme partie prenante de la présente convention.

(2) Indiquer comme signataires.

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1989 d'exécution du Chapitre II
du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

Formulaire applicable aux ministères et organismes d'intérêt public

Modèle de convention relative à l'emploi de contractuels subventionnés
visé à l'article 2, § 1er de l'Exécutif du 16 mars 1989

Base légale : Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

Entre :

1. Le pouvoir public demandeur, soussigné de première part, ci-après dénommé :
 -
représenté par :
 2. le Ministre de la Région wallonne chargé de l'Emploi, soussigné de seconde part.
- Vu le formulaire de demande introduit le
- par

Partie I

Article 1^{er}. Le pouvoir public ci-dessus dénommé :

§ 1^{er}. certifie qu'il applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

§ 2. garantit d'occuper, pendant la durée de validité de la présente convention, le nombre de stagiaires imposé par la réglementation relative au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

§ 3. garantit que l'exercice des activités des contractuels subventionnés qu'il a engagés, est exclusivement limité aux activités qui, à la fois :

- a) sont d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;
- b) ne poursuivent aucun but lucratif;
- c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Art. 2. Le pouvoir public ci-dessus dénommé s'engage à occuper les membres du personnel contractuel exclusivement pour :

a) répondre à des besoins exceptionnels en personnel et de nature temporaire qu'il s'agisse, soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

b) remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères, et ce, sans préjudice de la possibilité telle que déjà réglementée de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;

c) accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Art. 3. Le pouvoir public ci-dessus dénommé s'engage à accorder la priorité lors du recrutement de contractuels subventionnés parmi les catégories énumérées dans l'article 97, § 1^{er}, du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 aux lauréats du Secrétariat permanent de recrutement et subsidiairement à tout agent relevant de ces mêmes catégories qui était dans un statut temporaire lors de l'entrée en vigueur du Chapitre II du Titre III de la loi précitée.

Art. 4. Le pouvoir public ci-dessus dénommé s'engage à contracter, pour les contractuels subventionnés qu'il occupe, une assurance contre les accidents de travail soit auprès d'une assurance à primes fixes agréée, soit auprès d'une caisse commune d'assurance agréée. Cette assurance couvre tous les risques définis à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1987 sur les accidents de travail.

Art. 5. Le pouvoir public ci-dessus dénommé s'engage à faire connaître immédiatement au service compétent du Ministère de la Région wallonne ou au Forem tout changement de nature à modifier les engagements souscrits tels qu'ils sont visés aux articles 1 à 4 ci-dessus.

Partie II

Art. 6. Le Ministre de la Région wallonne chargé de l'Emploi s'engage à octroyer la prime visée à l'article 94 du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 à condition que le pouvoir public ci-dessus dénommé respecte les engagements visés à l'article 1^{er} de la présente convention.

Art. 7. Le montant annuel de la prime est fixé à francs par contractuel subventionné équivalent temps plein.

Art. 8. La prime visée à l'article 5 de la présente convention est octroyée pour un nombre de contractuels subventionnés fixé à la date du 1^{er} janvier 1989 à répartis comme suit :

- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps plein;
- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel;
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps plein;
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps partiel.

Partie III

Art. 9. La liquidation de la prime sera suspendue si le pouvoir public contrevient à la situation visée à l'article 1^{er}, § 1^{er} ou § 2. Elle sera également suspendue si le pouvoir public contrevient à la situation visée à l'article 1^{er}, § 3 mais cette suspension n'affectera que la prime octroyée pour les seuls contractuels subventionnés employés à des tâches non autorisées.

Art. 10. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée prenant cours le ...

Fait en deux exemplaires à ...

Le ...

Le soussigné de première part
Le pouvoir public dénommé (1) (2)

Le soussigné de seconde part
Le Ministre de la Région
wallonne chargé de l'Emploi

Accord du Ministre de la Fonction publique régionale en ce qui concerne l'article 2 de la présente convention.

(1) Indiquer la dénomination précise du pouvoir public tel qu'il est identifié comme partie prenante de la présente convention.

(2) Indiquer comme signataires.

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1989 d'exécution du Chapitre II
du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

Formulaire applicable aux établissements d'enseignement

Modèle de convention relative à l'emploi de contractuels subventionnés
visé à l'article 2, § 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif du 16 mars 1989

Base légale : Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

Entre :

1. Le pouvoir public ou assimilé demandeur, soussigné de première part, ci-après dénommé :
 - représenté par :
 2. le Ministre de la Région wallonne chargé de l'Emploi, soussigné de seconde part.
- Vu le formulaire de demande introduit le
- par

Partie I

Article 1^{er}. Le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé :

§ 1^{er}. certifie qu'il applique aux membres de son personnel les avantages de l'interruption de carrière instaurée par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

§ 2. garantit d'occuper, pendant la durée de validité de la présente convention, le nombre de stagiaires imposé par la réglementation relative au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

§ 3. garantit que l'exercice des activités des contractuels subventionnés qu'il a engagés, est exclusivement limité aux activités qui, à la fois :

- a) sont d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;
- b) ne poursuivent aucun but lucratif;
- c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

Art. 2. Le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé s'engage à contracter, pour les contractuels subventionnés qu'il occupe, une assurance contre les accidents de travail soit auprès d'une assurance à primes fixes agréée, soit auprès d'une caisse commune d'assurance agréée. Cette assurance couvre tous les risques définis à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1967 sur les accidents de travail.

Art. 3. Le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé s'engage à faire connaître immédiatement au service compétent du Ministère de la Région wallonne ou au Forem tout changement de nature à modifier les engagements souscrits tels qu'ils sont visés aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus.

Partie II

Art. 4. Le Ministre de la Région wallonne chargé de l'Emploi s'engage à octroyer la prime visée à l'article 94 du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 à condition que le pouvoir public ou assimilé ci-dessus dénommé respecte les engagements visés à l'article 1^{er} de la présente convention.

Art. 5. Le montant annuel de la prime est fixé à % du montant de la rémunération brute accordée à un membre du personnel de l'Etat pour la fonction exercée.

Art. 6. La prime visée à l'article 5 de la présente convention est octroyée par un nombre de contractuels subventionnés fixé à la date du 1^{er} janvier 1989 à . répartis comme suit

- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps plein;
- sous contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel;
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps plein,
- sous contrat de travail à durée déterminée à temps partiel.

Partie III

Art. 7. La liquidation de la prime sera suspendue si le pouvoir public ou assimilé contrevient à la situation visée à l'article 1^{er}, § 1^{er} ou § 2. Elle sera également suspendue si le pouvoir public ou assimilé contrevient à la situation visée à l'article 1^{er}, § 3 mais cette suspension n'affectera que la prime octroyée pour les seuls contractuels subventionnés employés à des tâches non autorisées.

Art. 8. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée prenant cours le ...

Fait en deux exemplaires à ...

Le ...

Le soussigné de première part
Le pouvoir public ou assimilé
dénommé (1) (2)

Le soussigné de seconde part
Le Ministre de la Région
wallonne chargé de l'Emploi

(1) Indiquer la dénomination précise du pouvoir public ou assimilé tel qu'il est identifié comme partie prenante de la présente convention.

(2) Indiquer comme signataires.

Modèle de contrat de travail à l'usage des contractuels subventionnés occupés par les pouvoirs publics visé à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 et alinéa 2, a et b) du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Contrat de travail d'ouvrier/d'employé (1)

Entre

.....
..... (Nom et adresse du pouvoir public)
représenté par
..... (Nom et prénom)
dénommé ci-avant l'employeur d'une part :

et

.....
..... (Nom et prénom)

Adresse

Lieu et date de naissance

Nationalité

Sexe

Dénommé ci-avant le travailleur, d'autre part :

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. (Nom de l'employeur)
engage, en qualité d'ouvrier/d'employé (1), le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer les fonctions de (description) à (lieu) pour une durée indéterminée commençant le pour une durée déterminée commençant le et se terminant le (1) en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-marchand.

Les activités consistent en

Art. 2. Le contrat est conclu à l'essai pour une période de mois/jours (2).

Art. 3. Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Art. 4. La rémunération du travailleur est fixée à francs par heure/mois/an (2).

La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de l'Etat pour la même fonction ou pour une fonction analogue ainsi que les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par l'employeur, par mandat postal/par virement (2) au compte n° (3).

Art. 5. Le contrat de travail est conclu à temps plein/temps partiel (2).

Le contrat de travail à temps partiel est conclu sous le régime suivant : (1/2 temps, 1/4 temps,...)

..... (3)

HORAIRE DE TRAVAIL

lundi	de	à
mardi	de	à
mercredi	de	à
jeudi	de	à
vendredi	de	à
samedi	de	à
dimanche	de	à

(2) (3)

Art. 6. En matière de vacances annuelles, il est fait application du même régime que celui appliqué aux contractuels occupés par le pouvoir public en cause, soit le régime des travailleurs salariés, soit le régime des agents définitifs de l'Etat (4).

Art. 7. L'allocation de fin d'année est allouée aux mêmes conditions que celles appliquées au personnel définitif des administrations de l'Etat.

Dressé à
le en exemplaires dont un pour chacune des deux parties contractantes.

Signature et date,
L'employeur,

Le travailleur,

- (1) Biffer la mention inutile
(2) Biffer la ou les mention(s) inutile(s).
(3) Compléter.
(4) Biffer la ou les mention(s) inutile(s).

ÜBERSETZUNG

D. 89 — 1054

16. MÄRZ 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung von Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 (1)

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, insbesondere der Artikel 94 und 96, § 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen;

Aufgrund des Gesetzes vom 25. April 1963 über die Verwaltung der gemeinnützigen Sozialsicherheits- und Sozialfürsorgeeinrichtungen, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die praktischen Modalitäten der Umstellung ab 1. Januar 1989 der angestellten Arbeitslosen auf bezuschufte Vertragsangestellte unverzüglich festgelegt werden müssen, damit die Weiterbeschäftigung des für die gute Arbeitsweise der Dienste notwendigen Personals sichergestellt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Zwecks Anwendung dieses Erlasses bedeutet :

1° Kapitel II des Titels III des Gesetzes : das Kapitel II des Titels III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988;

2° der Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

3° die öffentliche Behörde : die in Artikel 93, Absatz 1, 2°, 3°, 4° des Kapitels II des Titels III des Gesetzes erwähnte öffentliche Behörde; Damit gleichgestellt sind die in Artikel 93, Absatz 2, a und b) des Kapitels II des Titels III des Gesetzes erwähnten Einrichtungen;

4° das Forem : das gemeinschaftliche und regionale Amt für die Berufsbildung und die Arbeitsbeschaffung.

(1) Verweis im *Belgischen Staatsblatt*:

Programmggesetz vom 30. Dezember 1988, *Belgisches Staatsblatt* vom 5. Januar 1989.

Art. 2. § 1. Die öffentliche Behörde, die bezuschufte Vertragsangestellte einstellen wünscht, recht bei der Generaldirektion für Wirtschaft und Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region folgendes ein :

- a) ein Vertragsprojekt, das dem in der Anlage zum vorliegenden Erlaß beigefügten Muster entspricht;
- b) gegebenenfalls das Protokoll der gewerkschaftlichen Verhandlung.

§ 2. Die zuständige Dienststelle der Generaldirektion für Wirtschaft und Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region prüft den Antrag.

§ 3. Der Minister genehmigt den Vertrag.

§ 4. Der Minister stellt den Beschluß zur Gewährung der Prämie der öffentlichen Behörde und dem Forem zu.

In diesem Beschluß werden die Dauer der Beschäftigung der Arbeitnehmer, ihre Anzahl sowie die Höhe der Prämie angegeben. Bei Lehranstalten, stellt der Minister ferner den Beschluß zur Gewährung der Prämie entweder der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, oder der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu.

§ 5. Die öffentliche Behörde reicht einen zusätzlichen Antrag für jede Einstellung bezuschufter Vertragsangestellter. Die Prämie wird nur dann gewährt, wenn der Minister den Antrag genehmigt hat.

Art. 3. In Anwendung von Artikel 95, § 1, letzter Absatz und § 3 des Kapitels II des Titels III des Gesetzes bestimmt der Minister die Höhe des Betrags, den das Forem am Ende jedes Vierteljahres für das abgelaufene Kalendervierteljahr auszahlt. Die Höhe dieses Betrags entspricht der Höhe der für das diesbezügliche Vierteljahr (aufgrund der tatsächlichen Beschäftigung) gewährten Prämien.

Art. 4. § 1. Die Höhe der Prämie wird auf 203 000 F für jeden Vertragsangestellten, der gemäß den Bestimmungen von Artikel 94, § 2, a), b) und c) des Kapitels II des Titels III des Gesetzes beschäftigt ist, festgelegt.

Es wird jedoch keine Prämie für Vertragsangestellte ausgezahlt, die als Ersatz für Bedienstete, anders als bezuschufte Vertragsangestellte, die ihre Laufbahn im Sinne des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1985 betreffend die Laufbahnunterbrechung in den Verwaltungen und anderen Dienststellen der Ministerien unterbrechen, eingestellt worden sind.

§ 2. Für die Einstellung bezuschufter Vertragsangestellter durch gewisse, von der Wallonischen Regionalexekutive bezeichnete öffentliche Behörden kann die Höhe der Prämie von der Wallonischen Regionalexekutive auf einen Betrag festgelegt werden, der höher als der in § 1 vorgesehene Betrag liegt, ohne dabei die Höhe der Rohbezahlung dieser Vertragsangestellten zu übersteigen. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt das Kontingent dieser Vertragsangestellten, die genaue Art ihrer Aufgaben, die Dauer ihrer Beschäftigung und die Dauer der Prämienauszahlung.

§ 3. Bei Einstellung bestimmter Kategorien von Langzeitarbeitslosen kann die Höhe der Prämie unter den von der Wallonischen Regionalexekutive bestimmten Bedingungen auf einen Betrag festgelegt werden, der höher als der in § 1 vorgesehene Betrag liegt.

Art. 5. § 1. Der Minister hebt die Prämienauszahlung zeitweilig auf, falls die öffentliche Behörde die in Artikel 96, § 1, 1^o, 2^o des Kapitels II des Titels III des Gesetzes festgelegten Bedingungen nicht einhält.

Diese zeitweilige Aufhebung kann ab dem Tag gelten, an dem die Verletzung festgestellt worden ist.

§ 2. Der Minister hebt die Prämienauszahlung zeitweilig auf, falls die öffentliche Behörde die in Artikel 94, § 2, a, b und c und in Artikel 96, § 1, 3^o des Kapitels II des Titels III des Gesetzes erwähnten Bedingungen nicht einhält.

Diese zeitweilige Aufhebung kann ab dem Tag gelten, an dem die Verletzung festgestellt worden ist. Die zeitweilige Aufhebung der Prämie gilt ausschließlich bei bezuschufte Vertragsangestellten, die nicht zugelassene Tätigkeiten ausüben.

§ 3. Der Minister stellt diesen Beschluß zur Aufhebung der Prämie der öffentlichen Behörde und dem Forem zu.

Bei Lehranstalten, stellt der Minister ferner den Beschluß zur Aufhebung entweder der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, oder der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu.

Art. 6. § 1. Die Dienste, die der bezuschufte Vertragsangestellte in der Eigenschaft eines angestellten Arbeitslosen geleistet hat, einschließlich der Perioden, die nach dem Statut der Staatsbediensteten Verhältnissen entsprechen, in denen ein Staatsbediensteter seine Ansprüche auf Aufstieg in die höhere Gehaltsstufe behält, werden bei der Gewährung von Lohnerhöhungen für höchstens sechs Jahre berechnet.

Die in Anwendung von Absatz eins berücksichtigten Dienste werden pro Kalendermonat berechnet; diejenigen, die nicht einen vollen Monat decken, werden nicht zuerkannt.

Die vom bezuschufte Vertragsangestellten in der Eigenschaft eines Arbeitnehmers des « zeitweiligen Sonderstellenplans » und des « dritten Arbeitswegs » geleisteten Dienste, werden gemäß den für das endgültig ernannte Personal der Staatsverwaltungen geltenden Regeln für die Gewährung von Gehaltserhöhungen in Betracht gezogen.

§ 2. Ist das gemäß § 1 festgelegte Gehalt niedriger als das Gehalt, das das Personalmitglied bei der Inkrafttretung der vorliegenden Bestimmung aufgrund seiner Beschäftigung als Arbeitnehmer des « zeitweiligen Sonderstellenplans » oder des « dritten Arbeitswegs » erhält, so behält der bezuschufte Vertragsangestellte dieses höhere Gehalt weiter, bis er gemäß den geltenden Gehaltsregelungen ein Gehalt erhält, das mindestens diesem Betrag entspricht.

Art. 7. Die Inspektoren der zuständigen Dienststelle der Generaldirektion für Wirtschaft und Beschäftigung im Ministerium der Wallonischen Region sorgen dafür, daß die öffentliche Behörde die bezuschufte Vertragsangestellten unter Einhaltung der Bestimmungen von Kapitel II, Titel III des Gesetzes sowie des vorliegenden Erlasses beschäftigt.

Art. 8. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1989 in Kraft.

Art. 9. Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriegebiete und der Beschäftigung ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 16. März 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriegebiete und der Beschäftigung,

E. HISMANS

Anlage zum Erlaß der Exekutive vom 16. März 1989 zur Ausführung von Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988.

Für die gleichgestellten öffentlichen Behörden geltendes Formular

Muster für die in Artikel 2, § 1 des Erlasses der Exekutive vom 16. März 1989 erwähnte Vereinbarung über die Beschäftigung bezuschufter Vertragsangestellter

Gesetzliche Grundlage : Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

Zwischen :

1. Der ersuchenden öffentlichen bzw. damit gleichgestellten Behörde, Unterzeichnete einerseits, hiernach genannt :
vertreten durch :
II. dem Minister der Wallonischen Region für Beschäftigung, Unterzeichneter andererseits.
Aufgrund des am
durch eingereichten Antragsformulars.

Teil I

Artikel 1. Die ersuchende öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde, oben genannt :

§ 1. versichert, daß sie die Vorteile der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 mit sozialen Bestimmungen eingeführten Laufbahnunterbrechung auf ihre Personalmitglieder anwendet;

§ 2. versichert, daß sie die durch die Regelung in Sachen Probezeit und Eingliederung der Jugendlichen in das Erwerbsleben festgelegte Anzahl Praktikante während der Gültigkeitsdauer dieses Vertrags beschäftigen wird;

§ 3. versichert, daß sich die Ausübung der Tätigkeit der bezuschuften Vertragsangestellten, die sie eingestellt hat, ausschließlich auf Tätigkeiten beschränkt, die zu gleicher Zeit :

a) von gemeinnütziger, sozialer oder kultureller Bedeutung sind;

b) keinen Erwerbszweck verfolgen;

c) kollektive Bedürfnisse befriedigen, denen anders nicht nachgekommen werden könnte.

Art. 2. Die vorgenannte öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde verpflichtet sich, eine Arbeitsunfallversicherung für die von ihr beschäftigten bezuschuften Vertragsangestellten entweder bei einer Versicherungsgesellschaft mit festem Prämiensatz, oder bei einer anerkannten gemeinschaftlichen Versicherungskasse einzugehen. Diese Versicherung deckt alle in Artikel 2 des Gesetzes vom 3. Juli 1967 über die Arbeitsunfälle definierten Risiken.

Art. 3. Die vorgenannte öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde verpflichtet sich, die zuständige Dienststelle im Ministerium der Wallonischen Region bzw. das Forem unverzüglich über jede Änderung in Kenntnis zu setzen, die die eingegangenen Verpflichtungen, so wie sie unter Artikel 1 und 2 hier oben definiert sind, ändern könnte.

Teil II

Art. 4. Der Minister der Wallonischen Region für Beschäftigung verpflichtet sich, die unter Artikel 94 von Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 genannte Prämie zu gewähren, vorausgesetzt, daß die vorgenannte öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde die in Artikel 1 dieses Vertrags erwähnten Verpflichtungen einhält.

Art. 5. Der jährliche Prämienbetrag wird auf F für jeden bezuschuften Vertragsangestellten (Vollzeiteinheit) festgelegt.

Art. 6. Die in Artikel 5 dieses Vertrags genannte Prämie wird für eine am 1. Januar 1989 festgelegte Anzahl von bezuschuften Vertragsangestellten gewährt, die folgendermaßen verteilt werden :

..... mit unbefristetem Vollzeitarbeitsvertrag;

..... mit unbefristetem Teilzeitarbeitsvertrag;

..... mit befristetem Vollzeitarbeitsvertrag;

..... mit befristetem Teilzeitarbeitsvertrag.

Teil III

Art. 7. Die Auszahlung der Prämie wird zeitweilig aufgehoben, falls die öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde den in Artikel 1, § 1 oder § 2 erwähnten Verhältnissen zuwiderhandelt. Sie wird ebenfalls aufgehoben, wenn die öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde den in Artikel 1, § 3 erwähnten Verhältnissen zuwiderhandelt; diese Aufhebung betrifft jedoch nur die Prämie, die für die bezuschuften Vertragsangestellten, die für nicht zugelassene Aufgaben beschäftigt sind, ausgezahlt wird.

Art. 8. Dieser Vertrag wird für eine unbegrenzte Dauer abgeschlossen und gilt ab dem . . .

Ausgefertigt in zwei Exemplaren in

am

Der Unterzeichnete einerseits,
Die öffentliche bzw. damit
gleichgestellte Behörde (1) (2)

Der Unterzeichnete andererseits,
Der Minister der Wallonischen
Region für Beschäftigung

(1) Geben Sie die genaue Bezeichnung der öffentlichen bzw. damit gleichgestellten Behörde an, so wie sie als Vertragsschließende gekennzeichnet ist.

(2) Geben Sie die Unterzeichneten an.

Anlage zum Erlaß der Exekutive vom 16. März 1989
zur Ausführung von Kapitel II, Titel III des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988.

Für die Lehranstalten geltendes Formular

Muster für die in Artikel 2, § 1 des Erlasses der Exekutive
vom 16. März 1989 erwähnte Vereinbarung über die Beschäftigung bezuschufter Vertragsangestellter
Gesetzliche Grundlage Kapitel II, Titel III des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988.

Zwischen

1. Der ersuchenden öffentlichen bzw. damit gleichgestellten Behörde,

Unterzeichnete einerseits, hiernach genannt:

vertreten durch:

2. dem Minister der Wallonischen Region für Beschäftigung, Unterzeichneter andererseits.

Aufgrund des am

durch eingereichten Antragsformulars.

Teil I

Artikel 1. Die ersuchende öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde, oben genannt :

§ 1. versichert, daß sie die Vorteile der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 mit sozialen Bestimmungen eingeführten Laufbahnunterbrechung auf ihre Personalmitglieder anwendet;

§ 2. versichert, daß sie die durch die Regelung in Sachen Probezeit und Eingliederung der Jugendlichen in das Erwerbsleben festgelegte Anzahl Praktikante während der Gültigkeitsdauer dieses Vertrags beschäftigt wird;

§ 3. versichert, daß sich die Ausübung der Tätigkeit der bezuschuften Vertragsangestellten, die sie eingestellt hat, ausschließlich auf Tätigkeiten beschränkt, die zu gleicher Zeit :

a) von gemeinnütziger, sozialer oder kultureller Bedeutung sind;

b) keinen Erwerbszweck verfolgen;

c) kollektive Bedürfnisse befriedigen, denen anders nicht nachgekommen werden könnte.

Art. 2. Die vorgenannte öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde verpflichtet sich, eine Arbeitsunfallversicherung für die von ihr beschäftigten bezuschuften Vertragsangestellten entweder bei einer Versicherungsgesellschaft mit festem Prämiensatz, oder bei einer anerkannten gemeinschaftlichen Versicherungskasse einzugehen. Diese Versicherung deckt alle in Artikel 2 des Gesetzes vom 3. Juli 1967 über die Arbeitsunfälle definierten Risiken.

Art. 3. Die vorgenannte öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde verpflichtet sich, die zuständige Dienststelle im Ministerium der Wallonischen Region bzw. das Forem unverzüglich über jede Änderung in Kenntnis zu setzen, die die eingegangenen Verpflichtungen, so wie sie unter Artikel 1 und 2 hier oben definiert sind, ändern könnte.

Teil II

Art. 4. Der Minister der Wallonischen Region für Beschäftigung verpflichtet sich, die unter Artikel 94 von Kapitel II, Titel III des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988 genannte Prämie zu gewähren, vorausgesetzt, daß die vorgenannte öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde die in Artikel 1 dieses Vertrags erwähnten Verpflichtungen einhält.

Art. 5. Der jährliche Prämienbetrag wird auf % der Höhe der Rohbesoldung festgelegt, die einem Mitglied des Staatspersonals für die ausgeübte Funktion gewährt wird.

Art. 6. Die in Artikel 5 dieses Vertrags genannte Prämie wird für eine am 1. Januar 1989 festgelegte Anzahl von bezuschuften Vertragsangestellten gewährt, die folgendermaßen verteilt werden :

mit unbefristetem Vollzeitarbeitsvertrag;

mit unbefristetem Teilzeitarbeitsvertrag;

mit befristetem Vollzeitarbeitsvertrag;

mit befristetem Teilzeitarbeitsvertrag.

Teil III

Art. 7. Die Auszahlung der Prämie wird zeitweilig aufgehoben, falls die öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde den in Artikel 1, § 1 oder § 2 erwähnten Verhältnissen zuwiderhandelt. Sie wird ebenfalls aufgehoben, wenn die öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde den in Artikel 1, § 3 erwähnten Verhältnissen zuwiderhandelt; diese Aufhebung betrifft jedoch nur die Prämie, die für die bezuschuften Vertragsangestellten, die für nicht zugelassene Aufgaben beschäftigt sind, ausgezahlt wird.

Art. 8. Dieser Vertrag wird für eine unbegrenzte Dauer abgeschlossen und gilt ab dem .

Ausgefertigt in zwei Exemplaren in

am

Der Unterzeichnete einerseits,
Die öffentliche bzw. damit
gleichgestellte Behörde (1) (2)

Der Unterzeichnete andererseits,
Der Minister der Wallonischen
Region für Beschäftigung

(1) Geben Sie die genaue Bezeichnung der öffentlichen bzw. damit gleichgestellten Behörde an, so wie sie als Vertragsschließende gekennzeichnet ist.

(2) Geben Sie die Unterzeichneten an.

Anlage zum Erlaß der Exekutive vom 16. März 1989 zur Ausführung
von Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

Für die Ministerien und die gemeinnützigen Einrichtungen geltendes Formular
Muster für die in Artikel 2, § 1 des Erlasses der Exekutive
vom 16. März 1989 erwähnte Vereinbarung über die Beschäftigung bezuschufter Vertragsangestellter

Gesetzliche Grundlage : Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988.

Zwischen :

1. Der ersuchenden öffentlichen Behörde, Unterzeichnete einerseits,
hiernach genannt :
 - vertreten durch :
 2. dem Minister der Wallonischen Region für Beschäftigung, Unterzeichneter andererseits.
- Aufgrund des am
- durch eingereichten Antragsformulars.

Teil I

Artikel 1. Die öffentliche Behörde, oben genannt :

§ 1. versichert, daß sie die Vorteile der durch das Sanierungsgesetz vom 22. Januar 1985 mit sozialen Bestimmungen eingeführten Laufbahnunterbrechung auf ihre Personalmitglieder anwendet;

§ 2. versichert, daß sie die durch die Regelung in Sachen Probezeit und Eingliederung der Jugendlichen in das Erwerbsleben festgelegte Anzahl Praktikante während der Gültigkeitsdauer dieses Vertrags beschäftigt wird;

§ 3. versichert, daß sich die Ausübung der Tätigkeit der bezuschuften Vertragsangestellten, die sie eingestellt hat, ausschließlich auf Tätigkeiten beschränkt, die zu gleicher Zeit :

- a) von gemeinnütziger, sozialer oder kultureller Bedeutung sind;
- b) keinen Erwerbzzweck verfolgen;
- c) kollektive Bedürfnisse befriedigen, denen anders nicht nachgekommen werden könnte.

Art. 2. Die vorgenannte öffentliche Behörde verpflichtet sich, die Vertragspersonalmitglieder ausschließlich für die nachstehend aufgeführten Tätigkeiten zu beschäftigen :

a) um einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu befriedigen, gleich ob es sich um die Durchführung zeitlich begrenzter Maßnahmen oder um eine außerordentliche Mehrarbeit handelt;

b) um Bedienstete, die ihre Funktion nicht bzw. nur zu bestimmten Zeiten ausüben, zu ersetzen, einschließlich der Bediensteten, die ihre Laufbahn im Sinne des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1985 über die berufliche Laufbahnunterbrechung in den Verwaltungen und in den anderen Dienststellen der Ministerien unterbrechen, und dies unbeschadet der bereits verordnungsmäßig vorgesehenen Möglichkeit des Ersatzes eines ständigen Bediensteten durch einen anderen ständigen Bediensteten;

c) um Hilfs- bzw. Sonderaufgaben zu erfüllen.

Art. 3. Die vorgenannte öffentliche Behörde verpflichtet sich, bei der Einstellung bezuschufter Vertragsangestellter unter den in Artikel 97, § 1, Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 erwähnten Kategorien, den Kandidaten des Ständigen Sekretariats für Rekrutierung und eventuell jedem Bediensteten, der unter dieselben Kategorien fällt und der bei der Inkraftsetzung von Kapitel II, Titel III des vorerwähnten Gesetzes ein vorübergehendes Statut hatte, den Vorrang zu geben.

Art. 4. Die vorgenannte öffentliche Behörde verpflichtet sich, eine Arbeitsunfallversicherung für die von ihr beschäftigten bezuschuften Vertragsangestellten entweder bei einer Versicherungsgesellschaft mit festem Prämiensatz, oder bei einer anerkannten gemeinschaftlichen Versicherungskasse einzugehen. Diese Versicherung deckt alle in Artikel 2 des Gesetzes vom 3. Juli 1967 über die Arbeitsunfälle definierten Risiken.

Art. 5. Die vorgenannte öffentliche Behörde verpflichtet sich, die zuständige Dienststelle im Ministerium der Wallonischen Region bzw. das Forem unverzüglich über jede Änderung in Kenntnis zu setzen, die die eingegangenen Verpflichtungen, so wie sie unter Artikel 1 bis 4 oben definiert sind, ändern könnte.

Teil II

Art. 6. Der Minister der Wallonischen Region für Beschäftigung verpflichtet sich, die unter Artikel 94 von Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 genannte Prämie zu gewähren, vorausgesetzt, daß die vorgenannte öffentliche Behörde die in Artikel 1 dieses Vertrags erwähnten Verpflichtungen einhält.

Art. 7. Der jährliche Prämienbetrag wird auf F für jeden bezuschuften Vertragsangestellten (Vollzeiteinheit) festgelegt.

Art. 8. Die in Artikel 5 dieses Vertrags genannte Prämie wird für eine am 1. Januar 1989 festgelegte Anzahl von bezuschuften Vertragsangestellten gewährt, die folgendermaßen verteilt werden :

- mit unbefristetem Vollzeitarbeitsvertrag;
- mit unbefristetem Teilzeitarbeitsvertrag;
- mit befristetem Vollzeitarbeitsvertrag;
- mit befristetem Teilzeitarbeitsvertrag.

Teil III

Art. 9. Die Auszahlung der Prämie wird zeitweilig aufgehoben, falls die öffentliche Behörde den in Artikel 1, § 1 oder § 2 erwähnten Verhältnissen zuwiderhandelt. Sie wird ebenfalls aufgehoben, wenn die öffentliche Behörde den in Artikel 1, § 3 erwähnten Verhältnissen zuwiderhandelt; diese Aufhebung betrifft jedoch nur die Prämie, die für die bezuschußten Vertragsangestellten, die für nicht zugelassene Aufgaben beschäftigt sind, ausgezahlt wird.

Art. 10. Dieser Vertrag wird für eine unbegrenzte Dauer abgeschlossen und gilt ab dem Ausgefertigt in zwei Exemplaren in am

Der Unterzeichnete einerseits, Die öffentliche bzw. damit gleichgestellte Behörde (1) (2)

Der Unterzeichnete andererseits,

Der Minister der Wallonischen Region für Beschäftigung

Einverständnis des Ministers des Regionalen Öffentlichen Dienstes hinsichtlich Artikel 2 dieses Vertrags.

(1) Geben Sie die genaue Bezeichnung der Öffentlichen Behörde an, so wie sie als Vertragsschließende gekennzeichnet ist.

(2) Geben Sie die Unterzeichneten an.

Modell eines Arbeitsvertrags für das von den in Artikel 93, Absatz 1, 2, 3, 4 und Absatz 2, a) und b) von Kapitel II, Titel III des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 erwähnten öffentlichen Behörden beschäftigte bezuschußte Vertragspersonal.

Arbeitsvertrag für einen Arbeiter/Angestellten (1)

Zwischen

..... (Name und Anschrift der öffentlichen Behörde) vertreten durch

..... (Name und Vorname)

unten Arbeitgeber genannt, einerseits :

und

..... (Name und Vorname)

Anschrift

Geburtsort und -datum

Staatsangehörigkeit

Geschlecht

unten Arbeitnehmer genannt, andererseits :

wurde folgendes vereinbart :

Artikel 1. (Name des Arbeitgebers) stellt als Arbeiter/Angestellten (1) den obenerwähnten Arbeitnehmer, der akzeptiert, ein, um die Funktionen eines (Beschreibung) in (Ort) für eine unbestimmte Dauer ab dem (1)

auszuüben, um Aufgaben im nicht gewerblichen Sektor wahrzunehmen.

Die Tätigkeiten bestehen in

Art. 2. Der Vertrag wird probeweise für eine Dauer von (Monaten/Tagen) abgeschlossen (2).

Art. 3. Sämtliche Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge finden auf den vorliegenden Vertrag Anwendung.

Art. 4. Die Besoldung des Arbeitnehmers wird auf „Franken pro Stunde/Monat/Jahr (2) festgelegt.

Die so festgelegte Besoldung entspricht mindestens dem Gehalt, das einem Mitglied des Staatspersonals für die gleiche Funktion bzw. für eine gleichartige Funktion gewährt wird, mit den damit verbundenen Lohnerhöhungen.

Die Besoldung wird vom Arbeitgeber mittels Postanweisung/Überweisung (2) zugunsten des Kontos Nr. (3) ausgezahlt.

Art. 5. Der Arbeitsvertrag betrifft eine Vollzeit/Teilzeitbeschäftigung (2).
Der Arbeitsvertrag mit Teilzeitbeschäftigung wird gemäß dem folgenden System abgeschlossen : (1/2 Zeit, 1/4 Zeit,...)

.....
..... (3)

ARBEITSZEITPLAN

Montag	von	bis
Dienstag	von	bis
Mittwoch	von	bis
Donnerstag	von	bis
Freitag	von	bis
Samstag	von	bis
Sonntag	von	bis

(2) (3)

Art. 6. In Sachen Jahresurlaub wird das gleiche System angewendet, wie bei Vertragsangestellten, die von der betreffenden öffentlichen Behörde entweder nach dem System für Lohnarbeiter oder nach dem System für ständige Staatsbedienstete (4) beschäftigt werden.

Art. 7. Die Jahresabschlusszulage wird unter den gleichen Bedingungen, wie bei dem endgültigen Personal der Staatsverwaltungen gewährt.

Ausgestellt in.....

am....., in..... Exemplaren, wovon eines jeder Vertragspartei ergeht.

Unterschrift und Datum,

Der Arbeitgeber,

Der Arbeitnehmer,

- (1) Unzutreffendes bitte streichen
(1) Unzutreffendes bitte streichen
(3) bitte ergänzen
(4) Unzutreffendes bitte streichen

VERTALING

N. 89 — 1054

16 MAART 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988 (1)

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 94 en 96, § 2;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut, van sociale zekerheid en van sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is onverwijld te zorgen voor de praktische modaliteiten betreffende de omzetting, vanaf 1 januari 1989, van het statuut van tewerkgestelde werklozen in het statuut van gesubsidieerde contractuelen ten einde de continuïteit van de tewerkstelling van het personeel dat voor het goede verloop van de dienst nodig is, te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Hoofdstuk II van Titel III van de wet : het Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988;

2° de Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling behoort;

3° het openbaar bestuur : het openbaar bestuur bedoeld in artikel 93, 1e, 2e, 3e en 4e lid van Hoofdstuk II van Titel III van de wet;

4° de Forem : de Gemeenschappelijke en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :Programmawet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Art. 2. § 1. Het openbaar bestuur dat gesubsidieerde contractuelen in diens wenst te nemen, moet bij het Algemeen Bestuur van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest :

- a) een voorstel van overeenkomst dat met het als bijlage bij dit besluit gevoegde model overeenstemt;
- b) in voorkomend geval, het verslag van de onderhandelingen met de vakbonden.

§ 2. De bevoegde dienst van het Algemeen Bestuur van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest onderzoekt de aanvraag.

§ 3. De Minister keurt de overeenkomst goed.

§ 4. De Minister betekent de beslissing betreffende de toekenning van de premie aan het openbaar bestuur en aan de Forem.

Deze beslissing vermeldt de tewerkstellingsduur van de werknemers, het aantal tewerkgestelde werknemers alsmede het bedrag van de premie.

Voor de onderwijsinstellingen betekent bovendien de Minister de beslissing tot toekenning van de premie hetzij aan de Executieve van de Franse Gemeenschap, hetzij aan de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 5. Het openbaar bestuur dient voor iedere bijkomende indienstneming van gesubsidieerde contractuelen een nieuwe aanvraag in. De premie wordt slechts toegekend na goedkeuring van de aanvraag door de Minister.

Art. 3. Met toepassing van artikel 95, § 1, laatste lid en § 3, tweede lid van Hoofdstuk II van Titel III van de wet, bepaalt de Minister het bedrag dat de Forem voor het afgelopen kalenderkwartaal op het einde van elk kwartaal stort. Dit bedrag is gelijk aan het bedrag van de premies die voor dat kwartaal (op basis van de werkelijke tewerkstelling) worden toegekend.

Art. 4. § 1. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 203 000 F per contractueel die overeenkomstig de bepalingen van artikel 94, § 2, a), b) en c) van Hoofdstuk II van Titel III van de wet is tewerkgesteld. Er wordt echter geen premie toegekend aan de contractuelen die in dienst werden genomen ter vervanging van personeelsleden tewerkgesteld onder een ander statuut dan dat van gesubsidieerde contractuelen, die in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, hun loopbaan onderbreken.

§ 2. Voor de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen aangewezen door de Waalse Gewestexecutieve, kan het bedrag van de premie hoger vastgesteld worden dan het bedrag voorzien in § 1, zonder echter het bedrag van de bruto-wedde van deze contractuelen te overschrijden. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt het contingent van deze contractuelen, de precieze aard van hun opdrachten, de tewerkstellingsduur en de duur van de betaling van de premies.

§ 3. Het bedrag van de premie kan, in geval van indienstneming van bepaalde categorieën van langdurige werklozen en onder de voorwaarden die door de Waalse Gewestexecutieve bepaald zijn, hoger vastgesteld worden dan het in § 1 voorziene bedrag.

Art. 5. § 1. De Minister schorst de betaling van de premie, wanneer het openbaar bestuur de in artikel 96, § 1, 1^o en 2^o van Hoofdstuk II van Titel III van de wet vastgestelde voorwaarden niet nakomt.

Deze schorsing kan beginnen op de dag waarop de overtreding vastgesteld werd.

§ 2. De Minister schorst de storting van de premie wanneer het openbaar bestuur de in artikel 94, § 2, a, b en c en in artikel 96, § 1, 3^o van Hoofdstuk II van Titel III van de wet vastgestelde voorwaarden niet nakomt.

Deze schorsing kan beginnen op de dag waarop de overtreding vastgesteld werd. De schorsing van de premie is uitsluitend van toepassing op de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld in het kader van niet-toegelaten werkzaamheden.

§ 3. De Minister betekent de beslissing betreffende de schorsing van de premie aan het openbaar bestuur en aan de Forem.

Voor de onderwijsinstellingen betekent bovendien de Minister de beslissing tot schorsing aan de Executieve van de Franse Gemeenschap of aan de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 6. § 1. De diensten, met inbegrip van de ambtsperiodes die, volgens het statuut van het Rijkspersoneel, gelijkgesteld zijn met een situatie waarin een Rijksambtenaar zijn rechten op bevordering voor hogere wedde bewaart, die de gesubsidieerde contractueel als tewerkgestelde werkloze heeft vervuld, worden gevaloriseerd voor maximum zes jaar bij de toekenning van de weddeschaalverhogingen.

De met toepassing van het eerste lid in acht genomen vervulde diensten worden per kalendermaand berekend; de diensten die geen volledige maand dekken worden niet aangenomen.

De diensten die de gesubsidieerde contractueel als werknemer in « het bijzonder tijdelijk kader » en in « het derde arbeidscircuit » heeft gepresteerd, worden overeenkomstig de regels die geldig zijn voor het vastbenoemd personeel van de Rijksbesturen, in acht genomen voor het toekennen van de baremieke verhogingen.

§ 2. Indien, op het ogenblik waarop die bepalingen in werking treden, de wedde van de gesubsidieerde contractueel vastgesteld overeenkomstig § 1 en berekend op basis van zijn tewerkstelling als tewerkgestelde werkloze of als werknemer in « het bijzonder tijdelijk kader » of in « het derde arbeidscircuit », lager is dan de wedde van het personeelslid, blijft de gesubsidieerde contractueel van deze hogere wedde genieten totdat hij, overeenkomstig de in kracht zijnde geldelijke reglementeringen, een wedde zou ontvangen die ten minste gelijk zou zijn met dit bedrag.

Art. 7. De inspecteurs van de bevoegde dienst van het Algemeen Bestuur van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest houden toezicht op de naleving, door het openbaar bestuur, van de tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen aan de voorwaarden voorzien in Hoofdstuk II van Titel III van de wet en van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Art. 9. De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 maart 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de KMO's en het Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

Bijlage bij het besluit van de Executieve van 16 maart 1989
houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988

Formulier dat van toepassing is op de gelijkgestelde openbare besturen

Model van overeenkomst betreffende de tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen
bedoeld in artikel 2, § 1 van het besluit van de Executieve van 16 maart 1978

Wettelijke grondslagen : Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988

Tussen :

1. Het aanvragende openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur, ondergetekende enerzijds, hierna
genoemd :
- vertegenwoordigd door :
2. De Minister van het Waalse Gewest belast met Tewerkstelling, ondergetekende anderzijds.
Gelet op het aanvraagformulier ingediend op door

Deel I

Artikel 1. Het bovengenoemde openbaar bestuur :

§ 1. bevestigt dat de voordelen van de loopbaanonderbreking, ingevoerd door de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, op zijn personeel van toepassing zijn;

§ 2. waarborgt, tijdens de geldigheidsduur van die overeenkomst, het door de reglementering betreffende de stage en inschakeling van jongeren in het arbeidsproces opgelegde aantal stagiairs in dienst te hebben;

§ 3. waarborgt dat de gesubsidieerde contractuelen die het heeft aangeworven uitsluitend werkzaamheden verrichten die tegelijk :

- a) van openbaar, sociaal of cultureel belang zijn;
- b) geen winst beogen;
- c) aan collectieve behoeften voldoen welke anders niet zouden voldaan kunnen worden.

Art. 2. Het bovengenoemde openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur verbindt zich ertoe een verzekering tegen arbeidsongevallen ten gunste van de tewerkgestelde gesubsidieerde contractuelen af te sluiten hetzij bij een daartoe gemachtigde verzekeringsmaatschappij tegen vaste premie, hetzij bij een erkende gemeenschappelijke verzekeringskas. Die verzekering dekt alle in artikel 2 van de wet van 3 juli 1967 over de arbeidsongevallen, bepaalde risico's.

Art. 3. Het bovengenoemde openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur verbindt zich ertoe de bevoegde dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest of de Gemeenschappelijke en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling onmiddellijk op de hoogte te stellen van elke verandering die van aard zou zijn wijzigingen aan te brengen in de aangegane verbintenissen zoals bedoeld in de bovenvermelde artikelen 1 en 2.

Deel II

Art. 4. De Minister van het Waalse Gewest belast met Tewerkstelling verbindt zich ertoe de in artikel 94 van Titel III van de programmawet van 30 december 1988 bedoelde premie toe te kennen voor zover het bovengenoemde openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur de in artikel 1 van die overeenkomst bedoelde verbintenissen naleeft.

Art. 5. Het jaarbedrag van de premie wordt vastgesteld op F per voltijdse tewerkgestelde gesubsidieerde contractueel.

Art. 6. De in artikel 5 van die overeenkomst bedoelde premie wordt verleend voor het op 1 januari 1989 vastgestelde aantal gesubsidieerde contractuelen. Die gesubsidieerde contractuelen dienen te worden ingedeeld als volgt :

- a) met voltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur;
- b) met deeltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur;
- c) met voltijdse arbeidsovereenkomst van bepaalde duur;
- d) met deeltijdse arbeidsovereenkomst van bepaalde duur.

Deel II

Art. 7. De uitbetaling van de premie wordt opgeschort indien het openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur de in artikel 1, §§ 1 en 2 bedoelde bepalingen niet naleeft. Deze uitbetaling wordt eveneens opgeschort indien het openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur de in artikel 1, § 3 bedoelde bepalingen niet naleeft maar die schorsing geldt alleen voor de premies toegekend voor gesubsidieerde contractuelen die voor niet-toegelaten werkzaamheden worden tewerkgesteld.

Art. 8. Die overeenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde duur welke loopt met ingang van
Gemaakt in twee exemplaren te
op

De ondergetekende enerzijds,
Het openbaar bestuur of ermee
gelijkgestelde bestuur genoemd (1) (2).

De ondergetekende anderzijds,

De Minister van het Waalse
Gewest belast met Tewerkstelling.

(1) De naam van het openbaar bestuur of van het ermee gelijkgestelde bestuur aanduiden dat als overeenkomstsluitende partij is vastgesteld.

(2) Als ondertekenaars aanduiden.

Bijlage bij het besluit van de Executieve van 16 maart 1989 houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988

Formulier dat van toepassing is op de ministeries en op de instellingen van openbaar nut

Model van overeenkomst betreffende de tewerkstelling van gesubsidieerde contractuelen bedoeld in artikel 2, § 1 van het besluit van de Executieve van 16 maart 1989

Wettelijke grondslagen : Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988

Tussen :

1. Het aanvragende openbaar bestuur, ondergetekende enerzijds, hierna genoemd :

.....
vertegenwoordigd door :

2. De Minister van het Waalse Gewest belast met Tewerkstelling, ondergetekende anderzijds.

Gelet op het aanvraagformulier ingediend op door

Deel I

Artikel 1. Het bovengenoemde openbaar bestuur :

§ 1. bevestigt dat de voordelen van de loopbaanonderbreking, ingevoerd door de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, op zijn personeel van toepassing zijn;

§ 2. waarborgt, tijdens de geldigheidsduur van die overeenkomst, het door de reglementering betreffende de stage en inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, opgelegde aantal stagiairs in dienst te hebben;

§ 3. waarborgt dat de gesubsidieerde contractuelen die het heeft aangeworven uitsluitend werkzaamheden verrichten die tegelijk :

- a) van openbaar, sociaal of cultureel belang zijn;
- b) geen winst beogen;
- c) aan collectieve behoeften voldoen welke anders niet zouden voldaan kunnen worden.

Art. 2. Het bovengenoemde openbaar bestuur verbindt zich ertoe de leden van het contractueel personeel uitsluitend tewerk te stellen om :

- a) aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelbehoeften te voldoen; het betreft ofwel in de tijd beperkte acties ofwel buitengewone toename van werk;
- b) ambtenaren die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleeden, met inbegrip van de ambtenaren die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, onverminderd de reeds voorziene mogelijkheid om een statutair personeelslid te vervangen;
- c) om bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

Art. 3. Het bovengenoemde openbaar bestuur verbindt zich ertoe, onder de categorieën opgesomd in artikel 97, § 1 van Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, voorrang te verlenen, bij de werving van gesubsidieerde contractuelen, aan de laureaten van het Vast Wervingssecretariaat en in ondergeschikte orde aan ieder personeelslid behorende tot dezelfde categorieën dat zich in een tijdelijk statuut bevond bij de inwerkingtreding van Hoofdstuk II van Titel III van de bovenvermelde wet.

Art. 4. Het bovengenoemde openbaar bestuur verbindt zich ertoe een verzekering tegen arbeidsongevallen ten gunste van de tewerkgestelde gesubsidieerde contractuelen af te sluiten hetzij bij een daartoe gemachtigde verzekeringsmaatschappij tegen vaste premie, hetzij bij een erkende gemeenschappelijke verzekeringskas. Die verzekering dekt alle in artikel 2 van de wet van 3 juli 1967 over de arbeidsongevallen bepaalde risico's.

Art. 5. Het bovengenoemde openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur verbindt zich ertoe de bevoegde dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest of de Gemeenschappelijke en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling onmiddellijk op de hoogte te stellen van elke verandering die van aard zou zijn wijzigingen aan te brengen in de aangegane verbintenissen zoals bedoeld in de bovenvermelde artikelen 1 tot 4.

Deel II

Art. 6. De Minister van het Waalse Gewest belast met Tewerkstelling verbindt zich ertoe de in artikel 94 van Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988 bedoelde premie toe te kennen voor zover het bovengenoemde openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur de in artikel 1 van die overeenkomst bedoelde verbintenissen naleeft.

Art. 7. Het jaarbedrag van de premie wordt vastgesteld op F per voltijdse tewerkgestelde gesubsidieerde contractueel.

Art. 8. De in artikel 5 van die overeenkomst bedoelde premie wordt verleend voor het op 1 januari 1989 vastgestelde aantal gesubsidieerde contractuelen. Die gesubsidieerde contractuelen dienen te worden ingedeeld als volgt :

- a) met voltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur;
- b) met deeltijdse arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur;
- c) met voltijdse arbeidsovereenkomst van bepaalde duur;
- d) met deeltijdse arbeidsovereenkomst van bepaalde duur.

Deel III

Art. 7. De uitbetaling van de premie wordt opgeschort indien het openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur de in artikel 1, §§ 1 en 2 bedoelde bepalingen niet naleeft. Deze uitbetaling wordt eveneens opgeschort indien het openbaar bestuur of het ermee gelijkgestelde bestuur de in artikel 1, § 3 bedoelde bepalingen niet naleeft maar die schorsing geldt alleen voor de premies toegekend voor gesubsidieerde contractuelen die voor niet-toegelaten werkzaamheden worden tewerkgesteld.

Art. 8. Die overeenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde duur welke loopt met ingang van ...

Gemaakt in twee exemplaren te ...

op ...

De ondergetekende enerzijds,
Het openbaar bestuur of ermee
gelijkgestelde bestuur genoemd (1) (2).

De ondergetekende anderzijds,

De Minister van het Waalse
Gewest belast met Tewerkstelling.

(1) De naam van het openbaar bestuur of van het ermee gelijkgestelde bestuur aanduiden dat als overeenkomstsluitende partij is vastgesteld.

(2) Als ondertekenaars aanduiden.

Model van arbeidsovereenkomst ten behoeven van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld door de in artikel 93, eerste, tweede, derde en vierde leden en tweede lid, a) en b) van Hoofdstuk II van Titel III van de programmawet van 30 december 1988 bedoelde openbare besturen

Loon-Bediendenarbeidscontract. (1)

Tussen

.....
..... (Naam en adres van het openbaar bestuur)
vertegenwoordigd door
..... (Naam en voornaam)

enerzijds hierbovengenoemd werkgever :

en

..... (Naam en voornaam)

Adres

Geboorteplaats en geboortedatum

Nationaliteit

Geslacht

Anderzijds hierbovengenoemd werknemer :

Wordt besloten hetgeen volgt :

Artikel 1. (Naam van de werkgever)
werft in de hoedanigheid van arbeider/bediende (1), de hierbovengenoemde werknemer aan die aanvaardt, ten einde de functies van (beschrijving) uitte oefenen te (administratieve verblijfplaats) voor een onbepaalde duur welke loopt met ingang van /voor een bepaalde duur van en die eindigt op (1)
met het oog op de uitvoering van werkzaamheden in de niet-commerciële sector.

Die werkzaamheden bestaan in

Artikel 2. Het contract wordt gesloten met een proeftijd van maanden/dagen (2).

Artikel 3. Alle bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten zijn van toepassing op dit contract.

Artikel 4. De bezoldiging van de werknemer bedraagt F per uur/maand/jaar (2). De zo vastgestelde bezoldiging is gelijk aan de wedde die aan een lid van het Rijkspersoneel wordt toegekend voor dezelfde functie of voor een overeenkomstige functie alsook de daaraan verbonden weddeschaalverhogingen.

De bezoldiging wordt gestort door de werkgever per postwissel/per overschrijving (2) op de rekening nr..... (3).

Artikel 5. De arbeidsovereenkomst wordt voltijds/deeltijds (2) gesloten. De deeltijdse arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig het volgende werkrooster : (1/2 tijd, 1/4 tijd,...)

..... (3)

WERKROOSTER

Maandag	vanaf	tot
Dinsdag	vanaf	tot
Woensdag	vanaf	tot
Donderdag	vanaf	tot
Vrijdag	vanaf	tot
Zaterdag	vanaf	tot
Zondag	vanaf	tot

Artikel 6. Inzake jaarlijkse vakantie genieten de gesubsidieerde contractuelen van hetzelfde stelsel als dat van de contractuelen die door hetzelfde openbaar bestuur wordt tewerkgesteld, hetzij het stelsel van de loonarbeiders, hetzij het stelsel van de vaste Rijksambtenaren (4).

Artikel 7. De eindejaarstoelage wordt toegekend onder dezelfde voorwaarden als het vastbenoemd personeel van de Rijksbesturen.

Gemaakt te.....

op..... in..... exemplaren waarvan één voor iedere sluitende partij.

Handtekening en datum.

De werkgever,

De werknemer,

- (1) De onnuttige melding doorhalen.
 (2) De onnuttige melding(en) doorhalen.
 (3) Invullen.
 (4) Het onnodige schrappen.

F. 89 — 1055

16 MARS 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon d'exécution du Chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 notamment l'article 81;

Vu le chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 mars 1989 d'exécution du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 4, § 2;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de faire connaître le plus tôt possible aux établissements d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par la Communauté française ou la Communauté germanophone, les mesures d'exécution de la réglementation sur les contractuels subventionnés;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et le l'Emploi;

Arrête :

Article 1er. En exécution de l'article 4, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 mars 1989 d'exécution du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, le montant de la prime versée au agents contractuels subventionnés visés à l'article 2 du présent arrêté, correspond au montant de la rémunération brute accordée à un membre du personnel de l'Etat pour la fonction exercée.

Art. 2. Les contractuels subventionnés visés par le présent arrêté doivent être occupés dans les fonctions prévues dans les projets C.S.T. octroyés au Ministère de l'Education nationale pour l'année 1988-1989, mais limités au 31 janvier 1989.

Art. 3. Le paiement des travailleurs concernés est assuré par l'Office national de l'emploi. Par mesure dérogatoire à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 mars 1989 d'exécution de chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, les travailleurs ne pourront prétendre à aucune augmentation barémique.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er février 1989 et cessera de sortir ses effets au 30 juin 1989.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.